

# Le populisme, l'ombre portée de la démocratie européenne

**Note de lecture :**  
*Qu'est-ce que le populisme ?*,  
de Jan-Werner Müller, 2016

**Caroline Gondaud**

*chargée de mission au CAPS*

*septembre 2017*

La confusion sémantique la plus totale règne à propos du terme de populisme, ce qui conduit aux amalgames les plus divers. Jan-Werner Müller<sup>1</sup> s'écarte des catégories qui lui sont habituellement associées. Sa thèse centrale est que le populisme « est l'ombre portée de la démocratie représentative » (p. 22) et qu'en ce sens le mode de raisonnement populiste ne peut être compris et surtout combattu qu'à la lumière d'une théorie rigoureuse de la démocratie.

## LE POPULISME EN THÉORIE...

Selon Jan-Werner Müller, la critique ou le rejet des élites est un critère de définition nécessaire mais pas suffisant. On doit lui associer un autre critère, celui de l'anti-pluralisme : fondamentalement, le populisme est la revendication politico-morale d'un monopole de la représentation populaire. D'où un rapport très problématique à la démocratie, par essence pluraliste : les populistes prétendent être les seuls à représenter le peuple et tous ceux qui s'opposent à eux et contestent leur revendication morale d'un monopole de la représentation populaire se voient automatiquement exclus du « vrai peuple ». Le populisme instrumentalise une représentation symbolique du « vrai peuple » afin de discréditer les institutions démocratiques et les autres partis politiques, qui ne représentent selon eux que les élites corrompues. Négliger cet

élément fondamental peut conduire à un postulat très dangereux : penser que la pression du vote populiste pourrait contribuer à régénérer nos systèmes politiques en injectant un peu plus de démocratie directe...

Or « les populistes ne s'intéressent absolument pas à la question de la participation des citoyens en elle-même » (p. 55) mais à celle des représentants en place qui selon eux ne représentent en rien les intérêts du peuple. Ils ont une conception très restrictive de la notion de représentation, réduite au seul mandat impératif. Toute autre forme de représentation est selon eux illégitime. La notion de représentation est donc bien au cœur du problème politique que pose le populisme. Le populiste conçoit sa mission comme liée à « l'idée d'une représentation symbolique correcte » (p. 62). Ce qui lui importe, ce n'est pas, encore une fois, la participation effective du peuple mais le fait d'identifier correctement (selon lui) la volonté morale du peuple et de la mettre en application dans la logique d'un mandat impératif. Et il a recours à deux stratégies pour expliquer que dans les faits son parti ne rassemble pas une majorité écrasante de citoyens : il fait appel d'une part à l'idée de « majorité silencieuse » (comme on sait empiriquement impossible à évaluer), qui serait réduite au silence par le système démocratique, et d'autre part aux théories conspirationnistes (presse mensongère, etc.), ce qui explique le « style paranoïaque » propre aux politiciens populistes.

## ... ET EN PRATIQUE

Les populistes ont recours à des techniques d'exercice du pouvoir, à un style de gouvernement propre qui se manifestent par la volonté d'accaparer tous les rouages de l'Etat<sup>2</sup>, la pratique d'un clientélisme de masse et enfin par une hostilité généralisée à l'égard de la société civile et des médias. Ces pratiques sont certes propres à tout Etat autoritaire mais les dirigeants populistes ont la spécificité de les justifier au nom de principes moraux, ce qui leur permet d'agir tout à fait ouvertement et même « vertueusement ».

Pour autant, les régimes populistes ne sont pas des dictatures. Ils se rapprochent de ce qu'Ernst Fraenkel a appelé « l'Etat double », c'est-à-dire « un Etat où les règles sont respectées dans leur ensemble mais où le régime en place peut néanmoins imposer à tout moment des mesures politiques arbitraires » (p. 100). En ce sens, le concept de

## Le populisme, l'ombre portée de la démocratie européenne

« démocratie défectueuse » est plus pertinent que celui de « démocratie illibérale » pour qualifier les gouvernements hongrois et polonais dans la mesure où la démocratie défectueuse ne suggère pas qu'elle est une variante « légitime » bien précise de la démocratie. De fait, le concept de démocratie illibérale renvoie moins aux régimes populistes actuels en Europe qu'au positionnement idéologique de certains démocrates-chrétiens hostiles au libéralisme, synonyme pour eux d'individualisme, de matérialisme et d'athéisme, mais qui, à la différence des populistes, ne remettent pas en cause le pluralisme et donc la démocratie. Car l'essence même de la démocratie est de permettre la multiplication des revendications de représentativité, et c'est même sa vocation que d'organiser cette multiplication et la confrontation entre les diverses revendications. En d'autres termes, « les populistes entendent répondre une fois pour toutes à la question de la représentation du peuple alors que cette question est perpétuellement ouverte et constitutive de la démocratie » (p. 118).

Au fil de son analyse, Jan-Werner Müller tord le cou à certaines idées reçues. Ainsi il serait faux selon lui d'associer systématiquement le populisme à une manière de diriger charismatique ou à un quelconque statut d'*outsider* de la politique. De la même façon, inférer de la prétendue identité du peuple mise en avant par les populistes « l'idée d'un fondement nationaliste ou raciste<sup>3</sup> du populisme comme le fit Carl Schmitt au début du national-socialisme est une erreur. Le nazisme était une forme de populisme mais tout populisme n'aboutit pas au nazisme ou à tout autre forme de totalitarisme » (p. 66). Une autre erreur selon lui serait de « psychologiser » le populisme et de le définir en fonction de son électorat (les perdants de la mondialisation, ceux qui ont peur du déclassement face aux inégalités croissantes, etc.). Le populisme est une revendication morale et non pas un état psychologique ou une pathologie sociale. On ne le combattra donc pas efficacement par une thérapie de groupe...

## PEUT-ON LE COMBATTRE, ET COMMENT ? CRITIQUE DE LA CRITIQUE DU POPULISME

Il faut prendre au sérieux la dimension morale de la vision du monde populiste. C'est justement là que le bât blesse : les discours rationnels

s'appuyant sur des éléments empiriques ou factuels se heurtent à cette dimension morale. Mais il faut aussi admettre que les élites occidentales qui après 1945 instaurèrent les démocraties libérales ne misèrent absolument pas sur l'idée d'une participation citoyenne plus forte. Bien au contraire, après les expériences du nazisme et du fascisme, l'idéal de la souveraineté populaire était envisagé avec un grand scepticisme. La mise à l'écart du peuple fut donc non seulement très consciemment décidée mais aussi minutieusement pensée dans le cadre de la construction européenne : « contrairement à ce que veut le cliché opposant des États démocratiques souverains à des bureaucrates bruxellois affranchis de tout contrôle démocratique, l'intégration européenne ne s'est jamais située en contradiction avec cette vision-là de la démocratie. L'Europe fut plutôt une sorte d'avant-toit supranational de l'architecture européenne anti-totalitaire d'après-guerre... L'idéal de la souveraineté populaire devait être bridé autant que possible » (p. 143).

Du coup, les populistes ont beau jeu de pointer du doigt cette vérité historique... Mais parler d'une crise de la représentation sans précédent pour expliquer la vague populiste actuelle est bien peu convaincant : les Européens vivent depuis longtemps dans une démocratie encadrée et restreinte sous surveillance supranationale – et ne s'en émouvaient guère jusqu'à présent.

Faudrait-il dans ce contexte combattre le populisme européen par un autre populisme, plus « généreux » et plus « inclusif » – ce que certains appellent un « populisme de gauche » ? C'est par exemple la thèse de la politiste belge Chantal Mouffe, selon laquelle c'est le « consensus néolibéral » qui règne à Bruxelles et dans autres capitales européennes qui aurait produit le populisme. Au lieu d'accepter le fait que la politique est toujours synonyme de conflit, on a suggéré aux citoyens qu'il n'existait qu'une seule politique possible (le fameux « *There Is No Alternative* », TINA)<sup>4</sup> et on en paierait le prix actuellement. Face à cette thèse, Jan-Werner Müller invite à la plus grande prudence. Certes, il faut bien distinguer la logique interne du populisme et les contenus politiques souvent associés au populisme (xénophobie, antimérianisme, europhobie...). Mais n'est-ce pas une contradiction dans les termes que de vouloir mettre une dynamique par définition anti-pluraliste et exclusive au service de la démocratie et de l'inclusion ? « Une Europe dans laquelle des populistes de droite et des populistes de gauche se feraient face, armés de leur conception du « peuple » respective, tout en s'accordant mutuellement

## Le populisme, l'ombre portée de la démocratie européenne

quant à la question de la légitimité politique est une vision d'horreur » (p. 168). Mais on peut très bien envisager une alliance des populistes européens qui s'appuierait sur une transposition de la logique populiste au niveau national, sur le thème : les « vrais » Européens ne veulent à aucun prix de la poursuite de l'intégration européenne. L'Europe a été dérobée aux Européens par des élites tirant profit de la mondialisation, de l'ouverture des frontières, etc.

Ce dont nous avons réellement besoin en fait, c'est d'un débat dépourvu de tout accent moral sur les grands choix européens. Le conflit entre l'ouverture et la fermeture apparaît comme un paradigme pertinent mais encore faut-il ne pas stigmatiser le camp de la fermeture, qui peut avancer des arguments légitimes. Le camp de l'ouverture prônant une intégration européenne renforcée ne doit pas afficher sa supériorité morale et encore moins revendiquer le monopole de la légitimité pour « penser l'Europe ». Le débat entre les deux camps serait peut-être plus facile si le conflit entre ouverture et fermeture était envisagé comme un conflit d'intérêts et non pas comme un enjeu culturel. Il faut en tout état de cause avoir bien conscience que « la technocratie comme le populisme sont, dans leur logique intrinsèque, anti-pluralistes » (p. 157) et que, dans le conflit entre les « démocrates » et les « populistes », la moralisation et la personnalisation sont devenues peu à peu aussi l'apanage du camp de l'ouverture et de l'intégration. Cette posture révèle une rigidité qui est contraire au fonctionnement même de la démocratie, qui s'auto-corrige en permanence et qui est par définition l'incertitude institutionnalisée. Le refus de considérer comme légitime la critique du processus d'intégration européenne révèle selon Jan-Werner Müller à quel point les élites pro-européennes sont sur la défensive et ont elles-mêmes perdu confiance en leur projet. Certes, une véritable ouverture de l'Europe aux confrontations politiques représente une prise de risque – mais une prise de risque nécessaire pour l'avenir de la démocratie européenne.

\*\*\*

La partie consacrée à la pratique du pouvoir populiste regroupe une série de constats certes pertinents mais déjà connus à propos des gouvernements d'Orban, de Kaczyński, d'Erdogan ou de Poutine... Et on peut regretter que, dans la partie consacrée aux moyens de le combattre à l'échelle européenne, Jan-Werner Müller se livre pour l'essentiel à une

critique de la critique du populisme sans réellement proposer de stratégie alternative. Il est intéressant de constater néanmoins que les analyses les plus intéressantes parues récemment sur le malaise dans la démocratie européenne convergent toutes au moins sur un point : le danger du consensus à tout prix, de plus en plus perçu par les citoyens comme une modalité *soft* de confiscation du pouvoir. L'*ethos* du camp pro-européen est clairement questionné sur ce point. À charge pour ceux qui souhaitent relancer la construction européenne d'en prendre acte.

### NOTES :

**1** : Jean-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, traduit de l'allemand par Frédéric Joly, Paris, Premier Parallèle, 2016. Parution en édition de poche chez Folio-essais en décembre 2017. Jan-Werner Müller enseigne la théorie politique et l'histoire des idées à l'université de Princeton (Etats-Unis).

**2** : La constitution populiste est fondamentalement exclusive : elle est conçue pour être au service d'un parti qui pour l'essentiel exclut tous les autres.

**3** : En revanche, les populistes ont besoin d'un critère moral séparant le « bon peuple » (vertueux, travailleur, etc.) des « mauvaises élites » pour établir ce qui constitue le peuple authentique.

**4** : Chantal Mouffe, *l'Illusion du consensus*, trad. de l'anglais par P. Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2016.